

Le Dîner de Charles - Interview d'une personnalité luxembourgeoise ou européenne en relation avec le Luxembourg - Une rubrique de Charles MANDICA

Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B), du MR (Mouvement Réformateur)

« Je préfère une écologie de l'envie à une écologie punitive »

Portrait : **Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B), du MR (Mouvement Réformateur)**

Pour éclairer nos lecteurs, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B) est l'appellation « usitée » de la Communauté française de Belgique qui est définie par la loi et la Constitution. Oui, la FW-B est seulement une appellation (Margaux Van Haelen, jeune diplômée en droit avait raison, seule la Communauté française est inscrite dans la Constitution). Cette appellation a été choisie pour une meilleure communication et pour éviter la plus petite des confusions. Pierre-Yves Jeholet est le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B). Qui est-il ?



vernement fédéral lors d'une rubrique en 2025 sera de nature à motiver votre serviteur.

Notre futur est quelque peu incertain (à nous tous de faire mieux). Notre présent n'est incontestablement pas un cadeau en cette fin septembre. La seule certitude est du passé, la soirée avec le ministre-président a été une riche, agréable et instructive soirée. A l'occasion de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Agefi Luxembourg souhaite le meilleur à la Fédération, à tous ses citoyens et à ses dirigeants.

Pour clôturer ce chapitre : si vous lisez cette interview, elle a été rendue possible par le travail de deux gentlemen que je souhaite vivement remercier : **Nicolas Reynders** (porte-parole et responsable communication du ministre-président qui sait s'entourer de personnes sympathiques et professionnelles) et mon fidèle grand ami **Philippe Blétard**.

Le restaurant : **Le Grand Maur** à Spa



Ce restaurant est caché dans une de ces belles allées verdoyantes de la ville thermale de Spa. Une maison cossue et discrète ceinturée et protégée par des arbres séculaires. Dans cette belle bâtisse de briques rouges et ornée de balcons en fer blanc, la position du restaurant est centrale. Trois coquettes chambres accueillent les clients à l'étage. Les clients sont majoritairement des habitués. Malgré la discrétion préservée de l'endroit, à l'heure de notre dîner une imposante voiture immatriculée en UK s'y garait. "Oufi !" Liège n'est pas loin (si un traducteur est nécessaire, c'est que tu ne comptes pas un bon ami belge dans ses relations, "Fieu" !). Revenons au restaurant et plus précisément aux maîtres des lieux. Elle : **Cécile Lontin** et lui : **Gwenn Jehin**. Elle dirige et orchestre la salle. Il est dans le bon tempo et cuisine avec art les produits du terroir, ceux du moment, et cible ses producteurs pour le choix des vins, la région du Gard, de l'Hérault et celle de la basse vallée du Rhône. Oufi, les bières sont locales, citons la Sparsa. La carte est revue chaque mois. N'attendez pas une bible ou un bottin (le bottin est un gros livre saturé de numéros de téléphone, de noms, de prénoms et d'adresses, deux versions existaient la jaune et la blanche, ces précisions peuvent être utiles pour nos jeunes lecteurs 2.0 hyperconnectés qui ne savent pas qu'il existait des solutions papiers avant les smartphones). Donc une carte où les entrées, les plats ou encore les desserts se comptent sur les doigts d'une seule main. La gauche, celle du cœur, car ils en mettent du cœur dans leur cuisine et le service. Servie en apéritif, la bière locale a permis d'apprécier un échantillon de la vaste panoplie que compte la Belgique.

Pour nos entrées, un demi-homard accompagné d'une sauce exotique à la mangue. Puis des viandes qui ont fait leurs preuves en Belgique et en Espagne, respectivement de bœuf « blanc bleu belge » et du porc ibérique. Le service est finement orchestré, le jeune serveur Hugo était présent avec les attentions attendues lors d'un dîner dans une véritable maison de tradition où, sans fausse note, il fait bon de se laisser guider dans les choix, se restaurer et s'abandonner pour un moment privilégié, incontournable et vital, celui de l'instant nutritif de notre second cerveau.

Interview de Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B)

Monsieur le Ministre-Président, nous allons tenter de ne pas parler de l'inflation, de la guerre, de l'Iran, des obsèques de la Queen et du Covid. Il y a d'autres sujets plus ou moins heureux, nous allons aborder des thèmes concernant la politique, les politiciens, la francophonie, le régionalisme, la belgitude, la Belgique, l'Europe, le sport, les inondations, le bilan des solutions, l'écologie, la cuisine et j'en passe.

En acceptant l'invitation d'Agefi Luxembourg, vous nous honorez et de la même manière vous renforcez la francophonie dans mon petit pays. Hélas trop souvent, les grandes voix de la France oublient cet indispensable soutien en mentionnant uniquement ces pays francophones que sont le Canada, la Suisse et la Belgique et en oubliant le Grand-Duché de Luxembourg.

Vu de l'étranger (et le Grand-Duché de Luxembourg, c'est un autre pays), la gestion de la Belgique questionne. Sa richesse de compromis nous épaté. Le Belge a une proportion de ministres par rapport au nombre d'habitants inégalée par rapport à d'autres démocraties. Dans votre royaume, vous comptez huit gouvernements et plusieurs dizaines de ministres. Un record planétaire qui force le respect.

Première question simple pour éclairer nos lecteurs, la FW-B est bien la fédération de la Communauté française ?

La Fédération Wallonie-Bruxelles, communauté de 4 millions d'habitants, englobe tous les francophones de Belgique, les francophones de Wallonie et ceux de Bruxelles. La Fédération Wallonie-Bruxelles gère toutes les matières personnalisables de l'accueil de la petite enfance, à l'éducation, à l'enseignement de la maternelle, primaire, secondaire, l'enseignement supérieur, mais aussi des matières comme la jeunesse, l'aide à la jeunesse, la culture, le sport et les médias. Donc, oui.

Avez-vous des ambitions personnelles au niveau d'un gouvernement fédéral ?

Tout homme politique doit avoir des ambitions. Pour une personne légitime qui fait de la politique, l'ambition n'est pas un gros mot. Je base mes principes sur

les faits qu'un homme politique doit travailler dans l'intérêt général. Un homme politique doit avoir des valeurs, un projet de société, mais c'est toujours servir et favoriser l'intérêt général plutôt que l'intérêt particulier. L'intérêt général doit primer. En 2024, je serai tête de liste au fédéral pour la province de Liège, les arrondissements (Verviers, Liège, Huy-Waremme). Cependant, aujourd'hui, par notre projet réformateur et notre vision libérale, nous nous concentrons sur notre travail au quotidien dans les différents gouvernements où nous sommes présents. Ensuite, il faudra d'abord gagner les élections avant de former d'autres gouvernements, n'anticipons pas les débats.

Notons votre ambition au niveau fédéral.

Un entraîneur d'une équipe de football songe réaliser les déplacements de son équipe en char à voile. Pour son équipe, ce projet me semble plus réaliste que celui de vouloir gagner la Ligue des champions. Plus pragmatique, Philippe Henry, vice-président du Gouvernement wallon et ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité veut baisser la vitesse sur autoroute à 100 km/h. C'est louable. Eteindre l'éclairage sur les autoroutes de 22 heures à 5 heures, pourquoi pas. Les mouvements d'avions privés en Belgique sont passés de 60.000 en 2017 à 130.000 pour l'année en 2022. Que vous inspirent d'une part ces suggestions louables du ministre Henry et d'autre part ces chiffres (que l'on peut contester) qui démontrent un manque global de conscience écologique ?

L'écologie au sens noble du terme doit être l'affaire de tous. Certainement de tous les partis politiques et également de tous les citoyens qui ont une part de responsabilité importante pour la transition climatique énergétique. Je constate que les partis écologiques de tous les pays, pas seulement en Belgique, font preuve d'un trop grand dogmatisme. On constate de nombreuses hypocrisies dans ces discours écologistes. Je ne suis pas pour une écologie punitive, je préfère susciter les gens à faire des efforts, être acteurs citoyens et responsables dans la transition, plutôt qu'une écologie de l'interdit et de la punition. Je dis "beaucoup d'hypocrisie", parce que quand vous avez une mesure isolée de diminuer la vitesse sur les autoroutes, c'est pénaliser les citoyens, les stigmatiser et faire croire que parce qu'on va prendre une mesure comme celle-là, on va régler le problème du climat dans le monde. Voilà !

Par rapport à l'entraîneur du Paris Saint-Germain...

... Je ne l'avais pas cité.

Oui, tout d'abord, parce que je pense que c'est une personne qui a de l'humour. Peut-être le rire... un rire facile idiot, il faut le reconnaître du joueur Mbappé en a fait une polémique, mais au départ je pense qu'il a tenté de réagir simplement avec humour...

Ces deux personnes sont des symboles et devraient faire preuve de plus de réserve.

Oui, c'est vrai. Les sportifs doivent montrer l'exemple. On accepte tout, on excuse souvent les sportifs. Quand un homme politique ou un ministre perçoit 10.000 euros par mois, c'est un vrai scandale pour la population. Quand un sportif gagne 100, 200... 500 fois plus, cela n'est pas un problème. Les sportifs devraient avoir aussi un rôle d'exemplarité. Ce qu'il faut, c'est du réalisme. Une prise de conscience collective et chacun doit jouer son rôle. En Belgique, beaucoup d'efforts sont déjà faits. Essayer de stigmatiser les gens, les entreprises comme si on ne faisait rien pour le climat depuis des années, n'est pas la bonne démarche.

Suite en page suivante



Charles MANDICA, Pierre-Yves JEHOLET et Adelin REMY



Pour la première fois en 1999, Pierre-Yves Jeholet se présente aux élections régionales. Puis aux scrutins communal et provincial de 2000. Depuis janvier 2001, Pierre-Yves Jeholet est conseiller communal à Herve. Il siège au conseil provincial d'octobre 2000 à juin 2003. Depuis 2003, député alternativement au Parlement fédéral ainsi qu'à la Communauté française et à la Région wallonne. Il a été membre et rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire dite Fortis (2009). À la suite des élections régionales de 2009, il retourne au Parlement de Wallonie. Fan de sports, sa popularité progresse, et si son club phare de cœur venait à devenir champion de Belgique en 2022, une forte accélération de sa popularité est à prévoir. Amoureux de vélo, mon invité a dû apprécier au surlendemain de notre dîner la victoire d'un Belge au championnat du monde de cyclisme, en Australie. Il y a dix ans, sa liste communale HDM avec plus de 52% des suffrages avait remporté 15 des 25 sièges à pourvoir (+ 14%). Avec plus de 4.000 voix de préférence, ce discret père de famille devient bourgmestre de Herve. Marié, Pierre-Yves Jeholet a deux enfants. Finalement, construit lentement et de manière mesurée, son succès étonne peu.

La suite du portrait de mon invité sera sous le signe du pragmatisme. Pierre-Yves Jeholet est un homme authentique. Il a des idées-forces qui le rendent crédible. Il est un politicien de convictions. On perçoit ses idées libérales dans ses propos et son obsession de bien faire dans l'intérêt général, celui adressé à ses citoyens est omniprésent. Il a des faiblesses assumées, ce qui le rend sincère. Ancien journaliste, il est un grand fan de football, de basket, de cyclisme et pour le football, pas n'importe quel club : celui du Standard de Liège. Cela lui donne une dimension hautement sympathique. Pour les heureux qui ont au moins une fois partagé la folle ambiance de Sclessin la panoplie de clichés rend Pierre-Yves encore plus sympathique. C'est un homme courtois et franc. Accessible et fort sympathique, je me suis retrouvé régulièrement dans ses propos pour son attachement aux véritables valeurs. Je ne vote pas en Belgique mais je suis conquis.

Avec l'éditeur d'Agefi Luxembourg Adelin Remy, j'ai partagé un moment privilégié avec un potentiel futur Premier ministre fédéral. Qui sait ? Un scénario probable. D'autres diront souhaitable. A ce stade, laissons Alexander De Croo continuer à faire son job, et vu de l'extérieur plutôt bien réalisé. Pour le Graal de Pierre-Yves, il devra patienter et cela lui laissera le temps de renforcer son niveau de néerlandais. Souhaitons bonne chance à Pierre-Yves Jeholet pour les élections de 2024. Et pour le futur... Certain qu'interroger le Premier ministre du gou-

Suite page précédente

Pour preuve, en matière de traitement des déchets, pour de nombreux sujets, nous sommes à la pointe des technologies avec des solutions innovantes. Donc c'est usant d'avoir ce discours culpabilisateur des écologistes belges et ne parlons pas de la France, quand je vois Madame Rousseau (Sandrine, députée française N.d.l.R.), je me pose des questions. Au point, où je ne sais pas si nous sommes dans la politique ou dans le monde de la psychiatrie...

Deux questions d'une lectrice, la première question : Quelle est la plus grande difficulté que rencontre aujourd'hui un homme politique dans l'exercice de ses fonctions ?

C'est la pression et la violence. Ces dernières années, le monde politique est devenu de plus en plus violent. Cela n'a jamais été une sinécure de faire de la politique. On n'oblige personne à faire de la politique, c'est un choix à assumer. Celui qui estime qu'il n'a plus sa place en politique parce que c'est difficile, il doit choisir une autre fonction ou un autre métier. Il est vrai que pour des mandataires politiques moins expérimentés notamment au niveau local, l'immédiateté de la presse, la violence des réseaux sociaux contribuent à ce que des hommes et des femmes politiques se posent la question de leur engagement. Leurs proches souffrent aussi. Le risque est de voir des gens brillants, de qualité, représentatifs de la population et de tous les secteurs de notre société se questionner sur l'intérêt de continuer à faire de la politique. Le risque de quitter la politique est réel. A ce rythme les aigris, les râleurs, les déçus, les populistes avec des solutions simplistes s'engageront en politique au détriment de personnes compétentes. Il y a un risque démocratique. Celui de se priver d'une partie importante de mandataires politiques qui s'engagent pour notre démocratie...

... C'est également aux citoyens d'être responsables et préserver leurs hommes et femmes politiques.

Oui, correct. Les réseaux sociaux ont beaucoup d'effets pervers. Il est facile de façon anonyme ou pas derrière un clavier et un écran de dire tout le mal que l'on pense des politiques. Je suis attaché au débat et je le favorise. On peut ne pas être d'accord, on peut s'expliquer, avoir des arguments, mais la violence, les insultes et les agressions verbales et parfois physiques, cela est inacceptable. Dans l'intérêt général, on doit préserver et protéger l'engagement politique de celles et ceux qui s'investissent dans la chose publique.

Deuxième question de notre même lectrice :

Les entreprises peinent à recruter du personnel en Wallonie et à Bruxelles. Quels sont les leviers que la Communauté française peut actionner pour remédier à cette situation ?

C'est une vaste question essentielle. La pénurie de main d'œuvre est réelle en Belgique et dans beaucoup d'autres pays, en France, en Allemagne... En Fédération Wallonie Bruxelles et dans notre pays en général, il faut mettre l'accent sur l'éducation et la formation. Aujourd'hui, il y a une inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Beaucoup d'entreprises sont prêtes à recruter et n'ont pas la possibilité d'engager des personnes formées, qualifiées, ce qui met à mal la compétitivité des entreprises, en plus de l'indexation des salaires et de l'explosion des factures énergétiques, donc c'est vraiment un enjeu essentiel. Le paradoxe dans notre pays, et dans notre région en particulier, est que beaucoup de métiers sont en pénurie de main d'œuvre mais que le taux de chômage reste trop élevé. On doit améliorer la qualité de notre enseignement, de nos qualifications et aussi la formation en alternance. Cela fonctionne dans certains pays comme l'Allemagne, la Suisse et d'autres pays européens. Nous devons former davantage en entreprise.

Nos structures de formation publiques atteignent leurs limites. On utilise d'importants budgets d'argent public pour des résultats peu significatifs. L'argent de ces structures publiques qui échouent dans la formation de jeunes et de moins jeunes devrait être transféré directement aux entreprises. Nous devrions mettre en place des indicateurs, des objectifs de résultats et de formation et prendre des décisions. Que ce soit en ma-



tière d'enseignement ou en matière de formation, aujourd'hui en Wallonie, à Bruxelles et en Belgique, globalement les résultats ne sont pas à la hauteur des moyens investis. La distribution de l'argent public facile est révolue. Il nous faut faire mieux, optimiser notre système d'éducation et de formation. En Fédération Wallonie-Bruxelles, nous œuvrons avec le "pacte d'enseignement d'excellence" pour améliorer la qualité de notre enseignement.

Vous connaissez la lectrice : Michèle Detaille, présidente de la FEDIL et administrateur du groupe Alipa. Madame Detaille a été députée PRL (aujourd'hui le MR) et la plus jeune bourgmestre à la tête d'une ville belge.

Oui, plus jeune bourgmestre de la commune de Vaux-sur-Sûre dans les années 80 ! Je connais très bien Michèle, elle a été très proche de Didier Reynders.

Autre thème, êtes-vous tatoué ?

Non.

Donc, ce n'est pas un signe distinctif au MR.

Au MR, nous sommes favorables à la liberté qui est une valeur fondamentale. Cela ne me dérange pas du tout que les personnes soient tatouées.

Est-ce que vous avez un "petit chien" ?

Non, je n'ai pas de petit chien. Je n'ai rien contre les chiens, mais j'en ai une frousse bleue. La raison vient peut-être du fait qu'enfant, j'ai été mordu deux fois.

Ma pétition : Le congé parental en Belgique est de 17 semaines. La Pologne propose 183 semaines, l'Allemagne 148 et l'Estonie 146 (chiffres de l'OCDE). La Suisse rien, soit... En qualité de citoyen, signeriez-vous une pétition pour augmenter cette période et tendre vers un congé parental de 26 semaines qui serait dans la moyenne de vos voisins de l'UE ?

Le congé parental est un vrai débat et je ne suis pas opposé à y réfléchir, à ses modalités, son élargissement.

La pétition, généralement, on est pour ou bien contre...

... Je suis contre en tant que politique et en tant que citoyen, parce qu'on ne peut pas isoler chaque mesure : le télétravail, le congé parental... A un moment, en isolant chaque mesure dans une pétition, on paye des gens, mais est-ce qu'ils travailleront encore ?

... Cela pose la question du revenu universel.

On doit redonner le goût de l'effort aux gens, la vertu du travail et j'ai l'impression qu'aujourd'hui - et la crise sanitaire a encore accentué cela -, on veut avoir un salaire, un beau salaire, on veut partir en vacances, mais on ne veut plus travailler le soir. Dans l'HORECA*, on ne veut plus travailler le week-end. Le congé parental

est nécessaire, mais j'ai l'impression qu'on n'a plus que des mesures ainsi à proposer. Faisons un parallèle avec la gratuité, il faut rendre tout gratuit : l'école, les transports en commun. Mais, la gratuité n'existe pas !

Ici, nous sommes au sein de l'Europe, les différences sont remarquables.

Oui, mais vous citez plusieurs pays. A un moment donné, il faut examiner les mesures qui concernent aussi le travail. Il y a de nombreuses mesures qui ne sont pas prises dans les pays que vous citez et qui existent chez nous. On a toujours tendance à vouloir prendre le meilleur des pays voisins, mais si vous cumulez toutes les mesures les plus favorables de tous les pays, vous ne travaillerez plus. Il doit y avoir une réflexion et une cohérence au niveau global. La flexibilité, la mobilité et la durée du travail doivent se réfléchir dans leur ensemble et pas en isolant une seule mesure.

Remarque acceptable, ma question était isolée d'un contexte.

Les loisirs de Legoland remplaceront la production de Caterpillar. Cela pourrait être une bonne nouvelle... mais, on ne voit pas vraiment les outils de production se relocaliser de manière significative en Wallonie/Bruxelles comme ailleurs dans l'UE. Parlez-nous de la réindustrialisation des Régions wallonne et de Bruxelles.

L'installation de Legoland est une plus-value pour la Région. Le site de Caterpillar était à réhabiliter. On avait essayé sans succès avec un investisseur chinois, Thunder Power. Legoland est plutôt une bonne nouvelle. Le projet de réindustrialisation doit être analysé au niveau européen. On le voit pour la crise énergétique, on a laissé partir toute une série de pans de notre industrie nécessaires à notre indépendance énergétique. Je ne suis pas communiste et ne dis pas qu'il faut tout réindustrialiser. Un exemple vécu pendant la crise sanitaire : nous sommes à la pointe au niveau des biotechnologies dans le domaine de la santé en Belgique, et nous avons fabriqué des vaccins, des masques. On est doté de belles capacités en Wallonie...

... Au niveau européen, on ne les utilise pas suffisamment. On pleure de devoir de passer des moteurs à combustion aux moteurs électriques et donc nous avons moins de besoins de moteurs à explosion et de carters en aluminium. En même temps, on importe des vélos de Chine avec délais de 6 à 12 mois car on n'est pas capable de transformer nos usines de carters et de moteurs de voitures pour fabriquer de simples cadres de vélo. Le prix d'un vélo électrique est en moyenne 2.000 à 3.000 euros. On attend trop de la Chine. Nos outils industriels ne sont pas flexibles. C'est cela que j'aimerais voir au niveau des dirigeants et de toutes les parties prenantes.

Vous avez raison car en matière de politique, on doit voir à court, moyen et long terme. Oui à une industrialisation moderne, pas du temps passé. Je vais vous

donner deux exemples. Dans l'agro-alimentaire, nous avons en Wallonie des ressources exceptionnelles. Malheureusement, on a très peu d'entreprises qui transforment nos ressources alimentaires. Elles partent dans le nord du pays ou vers d'autres pays et cela a été une erreur. Il ne faut pas avoir peur de revenir en arrière. Dans le secteur du bois, on est à la pointe aussi de la production du bois en Wallonie et vous savez que l'on va transformer dans d'autres pays et puis on réimporte...

... et on y colle l'étiquette "fabriqué avec du bois belge".

Oui et on doit pouvoir faire marche arrière et utiliser et transformer nos matières premières au niveau local. En politique, on réagit à court terme face à une situation difficile, on fait des lois de circonstance par rapport à un problème que l'on connaît. Nous devons avoir une stratégie de réindustrialisation et une réflexion doit être menée en Wallonie, au fédéral, au sein de l'Europe. Il doit y avoir des initiatives à prendre à chaque niveau de pouvoir.

Sur la radio La Première, j'écoutais parfois C'est presque sérieux, émission animée par Walid et son équipe que je salue. J'ai encore de temps en temps l'occasion de suivre cette équipe qui commet Salut les copions. C'est drôle et instructif, j'apprécie. Etes-vous un de leurs auditeurs ? Est-ce que ce divertissement radiophonique fait progresser la francophonie ?

Par manque de temps, je ne suis pas un auditeur de cette émission. Mais tout ce qui est divertissement, culture et humour fait progresser la francophonie. La culture de langue française est un élément important pour la faire rayonner à travers le monde. Il y a de nombreux talents en Wallonie et à Bruxelles. C'est une bonne chose.

Avancé au 30 juillet en lieu et place du dernier week-end du mois d'août, le Grand Prix de Spa-Francorchamps est confirmé pour son édition 2023. Etes-vous fan de Formule 1 ? Que représente ce Grand Prix pour la FW-B ?

Je ne suis pas un grand fan de Formule 1. Je préfère le football, le basket, le cyclisme et les rallyes. Mais la F1 représente une véritable vitrine internationale pour la Belgique et la Région wallonne. Cela permet de générer des activités toute l'année autour du circuit de Spa-Francorchamps. Le circuit et le Grand Prix ont un impact économique, touristique, sportif pour le pays et la Région. Il est indispensable de garder la F1 à Spa-Francorchamps, cela engendre des retombées économiques considérables pour l'Horeca* et nos services. Je suis un grand fan du circuit, de ses activités et du maintien du Grand Prix de F1 à Francorchamps. Cet exceptionnel outil est apprécié par les pilotes comme le plus beau circuit du monde.

Quelles sont les actions de votre mandat actuel dont vous êtes le plus fier ?

Lors de la gestion des crises, nous avons assumé pleinement toutes nos responsabilités : la crise sanitaire et les crises successives, les inondations, la crise géopolitique et ukrainienne. Puis dans l'enseignement, nous avons pris des réformes systémiques pour en améliorer sa qualité. Nous avons revu le parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur pour favoriser la réussite et éviter l'allongement des études dans les cycles supérieurs. Nous avons réformé les rythmes scolaires dans l'enseignement obligatoire en maternelle, primaire et secondaire. Nous en parlions depuis 30 ans. Nous avons également eu le courage politique de mettre en place des réformes importantes dans l'intérêt de l'enfant...

... décaler les vacances entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Flandre, est-ce que c'est la meilleure des idées ?

En fait, nous avons négocié avec les Flamands. Grâce à un gros travail, nous étions prêts. Les Flamands n'étaient pas prêts et les germanophones non plus...

Suite en page de droite



[Suite page de gauche](#)

... La FW-B était en avance ?

Oui ! Est-ce qu'on doit nous blâmer parce qu'on est en avance et qu'on a pris cette mesure ? En général, on nous reproche d'être à la traîne car les Flamands avancent plus vite que nous. Ici, c'est le contraire donc je ne vois pas pourquoi on nous le reprocherait. Certes, ce serait mieux d'harmoniser les rythmes scolaires avec les deux communautés germanophone et flamande, c'est pourquoi, je veux poursuivre les concertations.

Le 14 juillet 2022 lors de douloureuses cérémonies, vous avez, au nom de la Fédération Wallonie-Bruxelles, rendu hommage aux victimes des inondations de 2021. Un an après, certaines familles sont encore dans des situations difficiles voire désespérées. Pouvez-vous faire le point, un bilan et nous éclairer ?

C'était évidemment après la crise sanitaire une crise qui a gravement frappé la Wallonie. Il y a eu 39 décès dans les inondations, des milliers de personnes sinistrées. Comme pour la crise de la Covid, les pouvoirs publics, et notamment la Région, la FW-B et les communes ont pris leurs responsabilités et consacré d'énormes moyens financiers. Ces aides financières ne sont pas venues du fédéral, mais des entités fédérées et des communes. Nous parlons ici de plusieurs milliards avancés pour venir en aide aux victimes. Même s'il y a encore des situations difficiles, ce qui est important est de tirer les conclusions de ces inondations. J'espère qu'elles ne se reproduiront pas ou pas de manière trop fréquente et qu'elles ne seront surtout plus de la même ampleur. Il faut une réflexion sur l'aménagement du territoire et notamment au bord des cours d'eau pour éviter ce type de problème.

Ça, ce sont les recommandations que vous allez faire, donc.

Oui, une commission s'est penchée sur le sujet et a fait une série de recommandations, maintenant c'est fait...

... Ce sera d'application à quel moment ?

C'est une réflexion qui concerne essentiellement l'aménagement du territoire. Ces mesures structurelles importantes vont conditionner toute l'organisation des communes touchées, les écoles, les commerces, le type d'habitat, le logement. J'espère qu'elles seront mises le plus rapidement possible en œuvre.

Le calendrier ?

Ce sont des mesures structurelles, je pense que cela prendra, soyons réalistes, plusieurs années !

5 ans ? 10 ans ?

Certaines seront mises en œuvre dans 5 ans, mais d'autres dans 10 ans. Ce sont des mesures structurelles que nous devons prendre. Il faut avoir le courage de dire à la population que cela va prendre un certain temps. Pour le moment, par rapport à la situation que les gens vivent au quotidien, nous avons trouvé des solutions pour de nombreuses personnes. Il y a encore des personnes vivant encore dans une situation précaire avec d'autre type de problèmes.

Il y a encore beaucoup de cas extrêmes ?

De moins en moins parce que les communes – et je salue vraiment les mandataires locaux – ont assumé et pris beaucoup de responsabilités et font tout au quotidien pour trouver des solutions.

Au Grand-Duché de Luxembourg, la retraite légale est fixée à 65 ans. Elio Di Rupo a 71 ans et parle toujours d'avenir. C'est un personnage inoxydable. Il laissera son empreinte sur l'histoire des politiques wallonne et belge. A quel âge devrait-on cesser, selon vous, toutes ses activités politiques ?

Il n'y a pas d'âge limite, c'est la liberté. La limite de la pension officielle est à 67 ans. Au niveau du Mouvement Réformateur, on a beaucoup plaidé pour donner la possibilité de continuer à exercer aux per-



sonnes plus âgées qui ont encore le dynamisme, la force et la motivation. Pour M. Di Rupo, à mon avis, ce sera *no limits*, donc il n'y a pas d'âge, et je comprends. J'ai l'impression qu'il ne prendra jamais sa retraite, lui. Mais je ne vois pas pourquoi il y en aurait en politique. Qu'on laisse travailler ceux qui le veulent. *Elio Di Rupo se comporte, en la matière, comme un vrai libéral réformateur.*

Proposez-lui une carte de membre MR !

Mais, pour ses adhérents, M. Di Rupo et les siens prêchent pour un départ à 65 ans.

J'ai une autre question d'un lecteur.

Troisième question d'un lecteur, je le cite : « Il y a cinq ans, vous posiez la question « Faut-il supprimer la FW-B ? », en ajoutant : « Personnellement, à terme, je pense qu'on va vers une Belgique à quatre régions ». Cette question est-elle toujours d'actualité ? Êtes-vous un régionaliste déterminé ?

Je ne suis pas un régionaliste déterminé et dogmatique. Je préfère plaider pour plus d'efficacité et d'efficacité dans les politiques publiques que nous menons. Pour de nombreux thèmes : l'éducation, le logement, la formation, l'emploi, la mobilité, peu importe qui s'en occupe si c'est la commune, une région ou le fédéral. Le tout est de réfléchir en termes d'efficacité. Nous sommes un pays complexe avec trois langues nationales. Nous arriverons peut-être aux quatre régions, mais non, ce débat n'est pas d'actualité. La problématique actuelle est d'apporter de l'aide par rapport aux crises connues, par rapport au taux d'emploi qui est insuffisant aujourd'hui en Belgique, par rapport à la pression fiscale qui est trop forte pour les ménages, les entreprises, les indépendants, les artisans, pour les PME. Les priorités se trouvent dans les solutions à construire et à mettre en place. En Belgique, le débat institutionnel est un péché cyclique. Aujourd'hui, nous avons bien d'autres priorités que les caprices institutionnels.

Est-ce que ce n'est pas un fonds de commerce pour certains partis ?

Je ne pense pas qu'on gagne une élection parce qu'on plaide pour quatre régions au débat institutionnel, aujourd'hui encore plus qu'hier. L'homme politique doit répondre aux préoccupations des citoyens et doit aussi pouvoir dire à la population que ce ne sera pas facile. Il y aura encore probablement des efforts à faire. L'État n'est pas qu'une planche à billets. En Belgique, la dette s'accroît de façon inquiétante à tous les niveaux de pouvoir. Il est de notre responsabilité d'avoir une rigueur budgétaire dans les finances publiques. Les gens doivent pouvoir comprendre cela. Un ménage ne s'endette pas non plus indéfiniment parce qu'il sait bien qu'il devra de toute façon rembourser ce qu'il emprunte. Les États sont tenus à la même cohérence. Les politiques doivent avoir ce courage car dans les mois à venir, pour les prochaines législatures, je pense que nous devons mener des réformes structurelles



qui permettront de diminuer les dépenses publiques et être plus efficaces dans les politiques que l'on mène avec moins d'argent public.

Vous avez mieux connu son frère... la question vous vient de Jean-Claude Goblet issu du monde de l'entrepreneuriat, un esprit libéral vous a posé cette question, il est le frère du défunt Marc Goblet (syndicaliste de la FGTB et échevin d'Herve).

J'ai connu Jean-Claude au basket et Marc était échevin quand j'étais dans l'opposition.

En Suède, le cordon sanitaire est brisé, la droite s'allie à l'extrême droite. La sociale-démocrate Magdalena Andersson, a reconnu la défaite de son camp et a démissionné. Le débat d'avril 2021 sur la chaîne VRT entre Georges-Louis Bouchez et le président du Vlaams Belang (parti flamand d'extrême droite) a marqué le monde politique belge et au-delà. Soutenez-vous l'initiative de Georges-Louis Bouchez ? Avec la mise à mal du cordon sanitaire médiatique, est-ce que ce débat est de nature à conduire la Belgique vers un plus grand danger ou à la mettre vers la voie de la guérison ?

Moi j'adore le débat politique, la contradiction, c'est tout à fait légitime dans une démocratie mais je suis totalement opposé à tous les populismes, à tous les extrémismes de droite et de gauche...

... Là n'est pas l'objet de ma question.

Non, c'est vrai mais on parle toujours des extrémismes de droite en Belgique. Je souhaiterais qu'on parle aussi des extrémismes de gauche mais pour en revenir à l'objet de la question, on lui a dit à un moment donné sur la forme que ce n'était peut-être pas la meilleure formule d'aller faire un débat. Je pense qu'il avait une bonne intention, il voulait débattre avec eux pour montrer à l'opinion publique toutes les errances des extrémistes...

On risque de légitimer l'extrême droite.

Oui, c'est le risque de les légitimer. L'extrême droite est banalisée, il n'y a pas eu de cordon sanitaire en France et regardez les résultats. Je suis également très inquiet de ce qui se passe en Italie, en Suède...

En Italie, les chiffres pour le parti de Meloni sont évalués à 25%, elle va faire des choux gras.

Oui, il faut leur laisser le moins d'espace possible de légitimité. Les médias ont un rôle à jouer. Les médias, je pense du côté francophone, ne donnent jamais la parole à l'extrême droite. Par contre à l'extrême gauche... On n'a pas d'état d'âme par rapport à cet extrémisme-là. Les médias, et notamment francophones, doivent se poser la question par rapport à l'extrême gauche.

Les lobbyistes en tout genre frappent et sévissent au sein de la Commission européenne. Uber a réussi à remettre au goût du jour une forme d'asservissement légalisé. Le Luxembourg semble résister, et j'encourage le gouvernement de Xavier Bettel à résister et à protéger notre économie d'un libéralisme agressif. Pensez-vous que la vie sera plus belle avec Uber en Belgique ? Quel est votre avis sur l'ubérisation des emplois ?

J'ai un avis mitigé. Je ne suis pas un partisan du tout à Uber et de dire que c'est la panacée. Mais je ne suis pas non plus de ceux qui critiquent nécessairement Uber. Il y a des risques et probablement des conséquences perverses par rapport à ce système. Avant tout, on doit défendre les vrais emplois dans des secteurs comme la mobilité, je pense aux chauffeurs de taxis. Je sais que mon parti, notamment les Bruxellois qui sont plus concernés par Uber ont peut-être une opinion un peu différente. Je pense qu'il nous faut rester prudent parce qu'il y a des effets pervers à ce type de mécanisme.

Postulat : les hommes et femmes politiques de tous les pays et de toutes les couleurs, soyez à l'écoute du citoyen de notre grande Europe. Les gens qui suivent ma chronique connaissent mon attachement à ce thème. Pour limiter l'usage de la voiture, il serait temps que la qualité de la liaison par rail

Bruxelles/Luxembourg s'améliore rapidement et de manière significative. Le 22 décembre 2014, Claude Turmes (aujourd'hui ministre de l'Énergie à Luxembourg) disait : « Disons que les réalités de la politique en Belgique font que Bruxelles n'est pas Luxembourg, et Bruxelles n'est pas Strasbourg. C'est un secret de polichinelle de dire que ce ne sont pas les fonctionnaires européens et ce qui gravite autour de Bruxelles qui vont mettre de l'énergie et de l'argent dans le renforcement des transports vers Luxembourg ou Strasbourg, nos deux autres capitales européennes. Le financement du rail en Belgique est proportionnel à la population. En Flandre, le rail s'améliore. En Wallonie, on favorise la liaison entre les villes de Mons et Liège car il y a plus d'électeurs sur cet axe que sur celui entre Arlon et Bruxelles où l'on trouve plus de sangliers que d'électeurs ! »

Vous, Monsieur Jeholet, comment voyez-vous cette problématique et comment aller vers une véritable solution ?

Le problème va être réglé, on a un ministre des chemins de fer (SNCB) écologiste qui va régler tous les problèmes. Il ne parle que de transports en commun, et tous les jours condamne la voiture. Donc, je suppose qu'il va régler le problème, je suis étonné que cela ne soit pas encore fait... (l'invité sourit).

... D'accord. Donc ce n'est pas gagné !

Question délicate : Hoegaarden, Chimay, Affligem, Leffe et Duvel : classez-les de 1 à 5, en commençant par votre bière préférée.

La Chimay, ma préférée, Duvel deuxième, Hoegaarden, Leffe et pour finir Affligem.

Le roi des Belges est le garant de l'unité du royaume et de vos institutions. En votre qualité de ministre-président, quel est le rythme officiel de vos rencontres avec Sa Majesté ? Existe-t-il un calendrier préétabli ?

Pas de calendrier préétabli, nous avons en tant que ministre-président des contacts avec le chef de cabinet du Roi et des audiences en colloque singulier avec le Roi. Nous avons des visites d'État deux fois par an, où nous avons, pendant plusieurs jours, des contacts privilégiés avec le Roi et la Reine, sans oublier toute une série de festivités et le 21 juillet où nous avons un contact direct avec le couple royal. En ma qualité de ministre-président, c'est un privilège. Au niveau du Premier ministre fédéral, les contacts avec le Roi sont plus nombreux.

Charles Michel, président du Conseil européen depuis le décembre 2019, est l'un des vôtres. Est-il imaginable aujourd'hui pour un politicien (en dehors des partis extrémistes) de ne pas soutenir inconditionnellement l'Europe ?

Évidemment non ! Il faut soutenir l'Europe et plus que jamais. L'Europe doit encore se moderniser et être plus politique. Moi j'ose le dire, plus politique qu'elle ne l'est aujourd'hui. Parfois l'Europe donne l'impression d'être bureaucratique, d'être éloignée des gens. Dans le contexte géopolitique actuel et avec toutes les menaces qui pèsent sur nous, nous avons besoin d'une Europe plus forte que jamais. Mais, le pari n'est pas gagné quand on voit les partis extrêmes fleurir dans différents pays de l'Union européenne. L'enjeu est majeur et nous devons bien évidemment être plus que jamais des Européens convaincus. Tout responsable politique démocrate doit être bien conscient que notre avenir passe par l'Europe.

Écoutez vos conseils. Quelle boisson accompagne le mieux le ou les fromages de Herve ?

Un vin rouge comme un bourgogne par exemple, mais aussi avec des bières, des bières d'abbaye, comme celle de l'abbaye du Val-Dieu. C'est une bière artisanale qui est de plus en plus connue à travers le monde et exportée. Lors d'une mission économique à New York, elle a reçu un accueil triomphal. Pour ceux qui n'aiment pas l'alcool, les fromages de Herve se marient bien avec un café noir. En résumé, du vin, de la bière ou du café, mais toujours avec du sirop de Liège.

Maisons closes. La poursuite des clients de prostituées en France a permis à la Belgique de récupérer une part de marché importante et les effets de vase communicant avec la Belgique. Souhaitez-vous que ce type de projet répressif soit mené en Belgique, à savoir la poursuite judiciaire du client ?

Non, je suis très attaché à la liberté individuelle. Je suis pour une tolérance zéro par rapport à la traite des êtres humains, à l'exploitation de ces personnes, bien évidemment ! Celui qui a envie de fréquenter ce type d'endroit, c'est son choix. Il ne faut pas être puritain, je suis vraiment attaché à la liberté individuelle.

Pouvez-vous nous citer les principaux ingrédients des boulettes à la sauce lapin ? Très appréciées de bons supporters et fans du Standard de Liège, très heureux après la visite du FC Bruges.

Ah oui, très belle victoire. Les principaux ingrédients sont hachis de bœuf et hachis de porc, la mie de pain trempée dans du lait de ferme. On ajoute des œufs, oignons, sel, poivre, noix de muscade. Ne pas oublier le sirop de Liège ou un sirop artisanal.

[Suite en page suivante](#)

Suite page précédente

Et le lapin... ?

Il vient du nom de la créatrice de la recette, Madame Géraldine Lapin. Cela ne s'invente pas. Pour être complet, il y aurait aussi une légende avec du lapin aux pruneaux... (inventée probablement).

Combien de députés et ministres compte le Parlement que vous présidez ?

En Fédération Wallonie-Bruxelles, on a cinq ministres, trois femmes et deux hommes, une belle parité et au parlement, nous comptons 94 députés.

Les Rouches du Standard, les Mauves d'Anderlecht, les Zèbres de Charleroi ou les Métallos de Seraing, pour laquelle de ces équipes bat votre pouls footballistique ?

Wallon convaincu, j'ai un faible pour les clubs wallons. Je suis "supporter" du Standard, un "Rouche". Mais, il y a de la place pour Charleroi, pour Seraing. Avec Anderlecht, je dois vous l'avouer, la rivalité est bien plus forte mais pas avec l'Union Saint-Gilloise...

Pour des raisons personnelles, Madame Sophie Wilmès a quitté le gouvernement fédéral. Son poste en qualité de ministre des Affaires étrangères a été confié à Madame Hadja Lahbib une ancienne journaliste. Surprise par sa nomination, elle avait déclaré être ni de gauche ni de droite. Elle remplace un membre du MIR aussi sa déclaration me semble pour le moins originale. D'autant plus qu'elle défendait la candidature de Bruxelles capitale culturelle européenne en 2030. Aviez pris part à ce choix et que pensez-vous du casting ?

C'est un choix du président de parti, je pense qu'elle a toutes les qualités pour assumer la fonction.

L'expérience en moins.

Mais l'expérience s'acquiert. Je pense que la déclaration "ni de gauche, ni de droite" n'était pas heureuse pour les militants et nos parlementaires.

... Si j'ai bonne mémoire, elle était allée faire un tour en Crimée également.

Oui, mais je pense qu'elle en a expliqué les raisons. Nos adversaires politiques vont exploiter tout ce qu'elle a pu faire dans le passé...

Cela a été fait...

Par contre, je me mets à la place d'autres membres au sein de notre parti. On ne doit pas non plus oublier quand on désigne les postes à responsabilité, tout le travail, les mains dans le cambouis que les mandataires, les parlementaires fournissent depuis des années. En allant trop souvent chercher des personnes extérieures "de la société civile", cela peut décrédibiliser le travail des parlementaires. Je pense que c'est cela qui a peut-être été mal perçu. Toutefois, elle est à la place. Je lui souhaite une pleine réussite dans cette fonction importante et sensible dans le contexte géopolitique d'aujourd'hui.

Parlez-vous couramment le néerlandais ?

Je ne parle pas couramment le néerlandais. Je le comprends et me débrouille en néerlandais. Comme beaucoup de Wallons, nous avons une connaissance tout à fait insuffisante des langues et notamment des deux langues nationales, le néerlandais et l'allemand. C'est un projet que nous devons mettre rapidement sur la table au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cela s'apprend et pas uniquement à l'école. Vu les moyens investis dans les cours de langues dès le primaire et dans le secondaire, les résultats à la sortie sont tout à fait insatisfaisants. Peut-être faut-il se questionner sur la méthodologie et la pédagogie de l'enseignement des langues en Wallonie-Bruxelles.

La ville d'Ostende détient le record du bâtiment le plus haut sur toute la face atlantique du Nord au Sud. Aimez-vous passer vos vacances sur la côte belge plus qu'ailleurs ?



Tout à fait, je ne dis pas plus qu'ailleurs, mais je vais régulièrement passer l'un ou l'autre séjour à la côte belge. J'y suis toujours bien accueilli.

Quelle(s) ville(s) ?

Knokke-Heist, Ostende. Jeune avec mes parents, je suis souvent allé à La Panne.

Nous avons toujours été bien reçus, enfant avec mes parents ou aujourd'hui avec ma famille. Parfois on entend certaines légendes dire que les francophones sont mal reçus. Il y a évidemment des singularités qui peuvent arriver. Mais j'ai toujours l'impression que l'Horeca* et les personnes de Flandre sont courtois et contents d'accueillir des francophones. Il y a évidemment des extrémistes ou des intégristes qui ne voient pas cela d'un bon œil, mais c'est très rare.

En ce 22 septembre 2022, si vous deviez adresser un message à vos concitoyens qui vivent en Flandre, quel serait-il ?

Que l'on a une culture différente, des différences sur bien des aspects mais nous avons déjà partagé tellement de choses ensemble et avons tellement encore à partager que je pense que nous ne serons pas plus forts en nous divisant. Nous avons parlé de l'Europe aujourd'hui, moi je crois beaucoup en l'Europe, je pense qu'on sera plus fort ensemble qu'en se divisant en Belgique.

Et puis... il vous faut battre la France lors de la Coupe du monde au Qatar, pas le meilleur choix de lieu.

Oui, mais il y a à nouveau beaucoup d'hypocrisie. Le péché originel est d'avoir décidé de l'organisation de la Coupe du monde au Qatar... Le débat arrive trop tard. Il ne faut pas culpabiliser car aujourd'hui je le répète, il y a beaucoup d'hypocrisie.

Georges-Louis Bouchez est une personnalité fort médiatisée. Les matins du lundi au vendredi, il est très souvent célébré par l'équipe du Cactus de Jérôme de Warzée. Avez-vous déjà fait l'objet de ce type de traitement ?

Oui, mais beaucoup moins évidemment, car je suis moins présent dans les médias.

Warzée a très peu d'imagination finalement.

Oui, c'est vrai que les politiques lui donnent sa matière première.

Peu d'imagination dans le sens où il est toujours sur Georges-Louis Bouchez alors qu'il a de la substance avec Pierre-Yves Jeholet.

Je défends la liberté d'expression et d'opinion. Je défends les artistes et les humoristes.

Mais je pense que sur la chaîne publique, on en fait un peu beaucoup à l'égard du Mouvement Réformateur. Cela tombe parfois un peu dans l'excès par les critiques et la caricature...

... Des jaloux.

Une question sérieuse, mais votre réponse peut ne pas l'être : voyez-vous en Georges-Louis Bouchez un leader fédérateur capable d'endosser l'habit d'un futur Premier ministre au niveau fédéral ?

Oui, bien sûr le poste de Premier ministre est essentiel. Mais ce n'est pas une question de volonté ou d'envie, c'est d'abord une question d'arithmétique politique de faire une majorité au fédéral, et surtout de faire partie de la majorité.

"Il faut un fédérateur" !

Oui, mais vous savez... voilà un fédérateur. L'objectif aujourd'hui est de gagner les élections. Les libéraux, on ne vient jamais les chercher, ils s'imposent toujours par l'arithmétique. Dans les entités fédérées en 2019, on voulait nous écarter. C'était le "coquelicot" empilant le PTB, les écolos, et le PS. Les libéraux s'imposent toujours en gagnant les élections. C'est notre objectif d'aujourd'hui et je défends à 100% notre programme, que ce soit sur la limitation des allocations de chômage dans le temps, le nucléaire, l'obligation scolaire à trois ans. Ce sont des réformes structurelles qui sont essentielles pour l'avenir de notre pays, et qui doivent être au centre de nos préoccupations.

Noté pour le programme, et l'homme...

C'est un débateur remarquable et de qualité. Il est encore très jeune. Fédérateur, il peut certainement le devenir plus qu'il ne l'est aujourd'hui. Je préfère toujours que le Premier ministre soit un libéral qu'un socialiste... et si c'est un libéral francophone, c'est encore mieux.

Pour la première fois, lors des années 2020 à 2022, l'homme politique (peu importe son étiquette) a pu (su) dire, sans conséquences fâcheuses, qu'il ne savait pas ce que le futur nous réservait. Que retenir-vous de cette attitude légitime et rare ?

C'était une période douloureuse, extrêmement pesante parce que contrairement à ce que les gens ont pu imaginer, les politiques présents au Comité de concertation, et j'en faisais partie, mesuraient et ont toujours mesuré la responsabilité de leurs décisions, l'impact que cela pouvait avoir sur la santé, les hôpitaux, mais aussi l'économie de notre pays, les écoles, la vie sociale...

Sans aucune courbe d'expérience, parce que vous ne saviez pas.

Oui, qui peut prétendre aujourd'hui qu'il savait ? On était souvent dans l'inconnu et on devait prendre des décisions difficiles. C'est aisé de critiquer après "on aurait dû faire ceci, on aurait dû faire cela". Toujours facile de réinventer l'histoire quand on connaît la fin. Avec humilité, j'ai expliqué que les décisions que nous prenions nous paraissaient à ce moment-là être les bons choix. Deux ans après la crise, nous n'aurions probablement pas pris exactement les mêmes décisions. Il y a deux vertus en politique, c'est d'abord dire la vérité aux gens et ne pas faire des promesses qu'on ne tiendra pas. L'évaluation des politiques que nous menons ne fait malheureusement pas partie de la culture politique belge. D'autres pays ont une politique d'évaluation beaucoup plus forte, je pense que les gens peuvent comprendre cela. On peut avoir l'humilité de se dire "tiens on a cru prendre les bonnes décisions, on ne les a pas prises, on les change" et c'est parfois délicat dans notre pays. A réfléchir.

Avez-vous déjà lu Agefi Luxembourg ?

Oui, bien sûr.

Que pensez-vous de notre échange et de ce type d'interview ?

Je vous avais lu et j'ai apprécié vos articles. Cela change de manière générale de ce que l'on connaît de la presse et de ce que je lis dans la presse écrite traditionnelle. Elle n'offre pas toujours le recul nécessaire pour analyser l'état des problématiques essentielles. Nous en avons évoqué de nombreuses aujourd'hui. Les gens ont aussi besoin de prendre du recul, de pouvoir analyser des dossiers à tête reposée. Tout à l'heure je parlais d'immédiateté, des réseaux sociaux etc. Je pense que c'est capital de prendre le temps de comprendre des problématiques de plus en plus complexes. Cette approche nous permet aussi d'aborder les choses différemment de ce que l'on fait dans des interviews plus politiques classiques avec les médias de l'audiovisuel ou de la presse écrite. Par rapport à notre interview, elle est très agréable et originale...

... et le dîner était très agréable, vous aviez choisi une très belle adresse.

Voilà, c'est parfait !

Au nom d'Agefi, je vous remercie, je suis sincèrement très honoré et très content. Plus satisfait que ce que j'imaginai et le mot de la fin vous appartient. A vous, je vous prie de bien vouloir conclure notre échange, Monsieur le Ministre-Président.

Nous avons un pays complexe, nous ne sommes pas assez fiers et parfois pas assez chauvins contrairement à d'autres pays. Nous avons des talents sportifs, économiques, académiques, culturels et artistiques. Nous détenons des économies de pointe, des start-ups, nous avons des universités extraordinaires, des centres de recherche performants. Dans la situation compliquée que l'on vit aujourd'hui, avec l'inquiétude des citoyens au regard des différentes crises, du contexte géopolitique, il faut aussi un peu positiver les choses. Nous avons un rôle similaire ; les fonctions des hommes politiques et le rôle des médias sont aussi tenus de parler de ce qui va bien. Oser aussi aborder tous les sujets positifs et ils sont nombreux. A entendre les populistes et les extrémismes, nous avons l'impression parfois d'être dans le misérabilisme comme si nous étions en enfer sur terre. Nous vivons dans un pays encore privilégié, sans nous comparer au continent africain ou à d'autres continents mais simplement au regard d'autres pays européens. Le mot de la fin est de vous remercier pour l'invitation et de pouvoir m'exprimer dans votre journal. La Belgique, la Wallonie et Bruxelles ont des atouts exceptionnels et notre dîner a été l'occasion d'en parler avec vous.

* HORECA en Belgique, HORESCA à Luxembourg

Soirée au Restaurant le Grand Maur, le 22 septembre 2022
Rubrique « Le Dîner de Charles »
Charles MANDICA @charles.mandica@agefi.lu



Cécile LONTIN et Gwenn JEHIN, Le Grand Maur

